

Nathalie Kosciusko-Morizet et Hugues de Jouvenel débattent des avenir possibles pour la France de l'après-crise

Allongement de la vie, retraites, changement des modes de consommation, usage des technologies numériques... La secrétaire d'Etat à l'Economie numérique et à la prospective et le directeur général du groupe Futuribles affrontent leurs visions de la France des années «10».

La Tribune : Nous entrons dans une nouvelle décennie. C'est le moment de se demander à quoi ressemblera la France à la fin des années 2010.

Nathalie Kosciusko-Morizet : Si je puis me permettre la question n'est pas «à quoi la France va ressembler dans dix ans ?» mais «à quoi voulons-nous qu'elle ressemble dans dix ans ?»

Hugues de Jouvenel : Je pense qu'il y a deux questions distinctes mais très complémentaires. Celle, d'abord, du que peut-il advenir, de l'exploration des futurs possibles pouvant découler des tendances lourdes et émergentes que recèle la situation actuelle tant en France que dans son environnement international. On a donc deux défis. D'abord faire le tri, dans la situation actuelle, entre ce qui est de nature purement conjoncturelle et ce qui constitue vraiment des éléments structurants à moyen et à long terme, des germes d'avenir possibles. Ensuite explorer des futurs possibles en ne se contentant pas de prolonger les tendances du passé mais en intégrant les facteurs de discontinuités et de ruptures. Telles sont les fonctions de la veille et de la prospective exploratoire qui n'a aucune prétention à prévoir ce que sera l'avenir mais doit pouvoir nous alerter sur les défis majeurs avant qu'il ne soit trop tard et que le gouvernement ne soit condamné à ne gérer que les urgences. Deuxième question à se poser : quels sont les moyens dont vous disposez et quel est le projet qui vous anime, quel est l'objectif que vous vous assignez pour la France à l'horizon des dix prochaines années ? Elle renvoie à votre rôle de chef d'orchestre d'un avenir qui reste très largement à construire.

NKM : En arrivant ici, je me suis posée la question de ce qu'est la prospective dans un monde en crise. Cela m'a amenée à reconfigurer assez fortement ce qu'on faisait. Nous étions sur des horizons assez lointains et nos travaux relevaient bien plus de la projection, en tout cas d'une prospective très descriptive sous forme de scénarios. J'ai été amenée à raccourcir l'horizon et à élargir le champ, en faisant appel, par exemple, à des sociologues. Car auparavant notre prospective était assez économique, et donc prenait parfois le risque du doublon avec Bercy.

La Tribune : Pourriez-vous donner un exemple de ce que cela a changé ?

NKM : Prenez le plan France 2025. Il porte sur un horizon lointain et a été synthétisé par des économistes. Il n'intègre pas la problématique de la crise car il avait été lancé avant. Les travaux coordonnés par Daniel Cohen sur les modèles de croissance, que j'ai commandés, intègrent en revanche beaucoup de réflexions sociologiques sur la consommation et sur les désirs des Français en période de crise. Ceci n'enlève rien à la qualité du travail réalisé pour France 2025, qui reste un ensemble de scénarios de référence, mais nous avons aussi besoin d'autres choses.

HJ : L'exercice « France 2025 » a été mené en mélangeant les genres : mixture de prévision, de prospective exploratoire, de prospective stratégique, de réflexions en tout genre, sans aucune réflexion d'ensemble et sans vertu opérationnelle. Il ne répond en rien à ce que la prospective entend apporter à la définition d'une politique publique cohérente et porteuse de sens. Je suis très sensible en revanche à ce que vous dites sur la notion d'horizon, mais entendons nous bien : les scénarios à long terme doivent impérativement comporter des cheminements permettant d'illustrer comment l'on passe de la situation actuelle aux futurs possibles à différents horizons et, inversement, ce qu'implique la réalisation d'un projet en terme de compte à rebours et donc d'actions immédiates à entreprendre. Ce déroulé entre le court, le moyen et le long terme est indispensable, notamment pour mettre en évidence qui peut agir sur quoi, avec quels moyens, pour éviter le pire et mettre en œuvre vos projets.

NKM : Pour ma part, je conçois le travail comme une aide à la décision pour aujourd'hui. On plante quelques points d'interrogation sur l'horizon pour inciter à l'action aujourd'hui, plus qu'on ne prédit ou qu'on ne décrit un avenir possible.

HJ : Si je ne m'abuse, vous avez quelques attaches avec la forêt. Vous savez donc que plus un arbre est long à pousser, plus tôt il faut le planter. Il y a donc une dialectique nécessaire entre votre travail d'anticipation éminemment nécessaire et comportant toujours une part d'incertitude et votre travail d'artisan du futur qui exige de votre part que vous soyez porteuse d'une vision, d'une représentation d'un avenir souhaitable pour la France, d'un projet qui donne du sens et de la cohérence aux actions de votre Gouvernement. Et comme celui-ci n'est pas tout puissant, il est important que ce projet permette de fédérer les énergies, les bonnes volontés, l'intelligence de tous autour d'une vision partagée de l'intérêt collectif. L'utilité de la prospective est de vous alerter sur des risques avant qu'il ne soit trop tard et que l'Etat supposé être stratège, se trouve transformé en pompier, son pouvoir devenant alors très réduit puisque ce sont les circonstances qui, en vérité, lui dicte alors sa conduite.

NKM : Je considère qu'il fait aussi partie de mes missions d'aller lever des lièvres, de soulever des sujets, qui ne sont pas forcément dans l'actualité, mais qui vont être déterminants. Pas seulement pour provoquer mais pour inciter à la réflexion. On vit tellement dans l'urgence qu'un rapport de prospective risque toujours de laisser indifférent.

HJ : Je suis d'accord avec vous sur la nécessité de soulever des questions qui dérangent. Mais je suis inquiet de voir combien vous semblez esclave de l'urgence. Il me semble que votre position comme Secrétaire d'Etat à la prospective doit vous permettre de vous affranchir un peu de la gestion quotidienne et de veiller à la nécessaire réhabilitation de la politique dans sa dimension la plus noble, celle de donner du sens au concept ancien de bien commun ou d'intérêt collectif, qui ne peut en aucune manière se résumer à la somme des intérêts particuliers tels qu'ils s'expriment à chaque instant. Les responsables publics n'ont pas vocation à agir comme les commerçants, à répondre à chaque instant aux besoins de leurs clientèles. Sans ignorer que vous soyez soumise à des échéances électorales, je crois que la grandeur du politique tient justement à sa capacité à être porteur d'un projet de société, à l'incarner et certes, chemin faisant, à rendre compte à ses électeurs des actions entreprises en faveur du projet pour lequel vous avez été élue et nommée aux fonctions très singulières qui sont les vôtres.

NKM : On peut concilier les deux. De toute façon, la politique fonctionne par adhésion ; il faut réussir à faire adhérer ceux que vous appelez la clientèle, et qui sont plus noblement les citoyens, à un projet, y compris un projet pas forcément agréable dans l'instant. C'est un peu l'enjeu aujourd'hui des retraites. Il y a un peu plus de dix ans, ce sujet était hautement conflictuel. Pourquoi ? Parce les Français n'avaient pas pris conscience de l'urgence dans laquelle on se trouvait et du fait qu'on allait dans le mur. Depuis, un travail important a été fait à la fois par des experts, des politiques et des syndicalistes. En l'espace de quinze ans, on a réussi à partager une problématique, ce qui ne signifie pas que l'on partage les solutions et que c'est facile. On est tous d'accord pour dire que l'on vit de plus en plus longtemps et que l'on a envie de profiter de cette tranche de vie privilégiée qu'est la retraite. Tout cela représente des coûts. Comment le gère-t-on ?

HJ : Le vieillissement démographique est une tendance lourde, liée d'abord à la chute de la fécondité, ensuite aux gains d'espérance de vie qui proviennent aujourd'hui essentiellement du recul de l'âge au décès. Cette tendance est bien connue. Alfred Sauvy l'avait parfaitement anticipée il y a déjà 50 ans et d'innombrables rapports y ont été consacrés depuis plusieurs décennies mais aucun gouvernement n'a eu le courage de s'y attaquer vraiment. Tous ont soigneusement esquivé la question, y compris en procédant à des analyses sans doute de bonne foi mais manifestement fondées sur des prévisions erronées. Souvenons-nous du rapport produit il y a 10 ans par Jean-Michel Charpin, alors Commissaire Général au Plan, dont s'inspire largement depuis lors le Comité d'orientation des retraites. C'était à la fin des années 1990, une période marquée par un regain de croissance et une heureuse dynamique de création d'emplois que les auteurs du rapport ont alors interprétés comme des signes annonciateurs d'une nouvelle dynamique économique et sociale durable, commettant ainsi une erreur d'analyse que nous avons à l'époque, à Futuribles énergiquement dénoncée. S'ajoutait à l'analyse faite alors au Commissariat Général du Plan, l'idée tout aussi erronée que la population active, à partir de 2006, serait décroissante, le nombre de sortants du marché du travail devenant supérieur au nombre d'entrants, et que la France risquait donc de se trouver confrontée à l'horizon 2010-2015 à une grande pénurie de main-d'œuvre. La solution alors logiquement prônée était qu'il faudrait allonger la durée de cotisation pour bénéficier à l'avenir de retraites à taux plein, donc repousser l'âge de la retraite. Contrairement à la politique jusqu'alors menée, notamment pour encourager le départ en retraite anticipée, il faudrait donc en substance maintenir les seniors en activité plus longtemps. Cette solution semblait logique, d'autant que les futures générations de retraités étaient entrées en activité professionnelle à un âge plus avancé que leurs parents et qu'elles allaient vivre plus longtemps. Mais cette solution reposait sur une illusion, celle d'un rapide retour au plein emploi et d'une pénurie de main-d'œuvre favorable au maintien en activité des travailleurs vieillissants.